



Assemblée générale

Distr. générale
12 février 2018
Français
Original : anglais

Conseil des droits de l'homme
Groupe de travail intergouvernemental à composition
non limitée sur les droits des paysans et des autres
personnes travaillant dans les zones rurales
Cinquième session
9-13 avril 2018

Projet révisé de déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales*

Le Conseil des droits de l'homme,

Tenant compte des principes proclamés dans la Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme, la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, la Déclaration sur le droit au développement, la Convention sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, la Convention relative aux droits de l'enfant, les conventions pertinentes de l'Organisation internationale du Travail, ainsi que dans d'autres instruments internationaux pertinents qui ont été adoptés au niveau universel ou régional,

Réaffirmant que tous les droits de l'homme sont universels, indivisibles, indissociables, interdépendants et se renforcent mutuellement et doivent être traités de manière juste et équitable, sur un pied d'égalité et en leur accordant la même importance, et rappelant que la promotion et la protection d'une catégorie de droits ne sauraient en aucun cas dispenser les États de l'obligation de promouvoir et protéger les autres droits,

Reconnaissant les relations et interactions particulières que les paysans et les autres personnes travaillant dans les zones rurales entretiennent avec la terre, l'eau et la nature auxquelles ils sont rattachés et dont ils dépendent pour leur subsistance,

Reconnaissant également les contributions passées, présentes et futures des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales de toutes les régions du monde au développement ainsi qu'à la préservation et à l'amélioration de la biodiversité, qui constitue la base de la production alimentaire et agricole partout dans le monde, et leur contribution à l'instauration du droit à une nourriture suffisante et à la sécurité alimentaire, qui sont fondamentales pour la réalisation des objectifs de développement arrêtés au niveau international, dont le Programme de développement durable à l'horizon 2030,

Constatant avec préoccupation que la pauvreté, la faim et la malnutrition frappent disproportionnellement les paysans et les autres personnes travaillant dans les zones rurales,

* La version originale du présent document a été soumise tardivement aux services de conférence sans l'explication requise par le paragraphe 8 de la résolution 53/208 B de l'Assemblée générale.



Constatant également avec préoccupation que les paysans et les autres personnes travaillant dans les zones rurales pâtissent des graves conséquences de la dégradation de l'environnement et des changements climatiques,

Constatant en outre avec préoccupation que la population paysanne est en vieillissement dans le monde et que les jeunes se détournent toujours plus de l'agriculture en raison du manque d'incitations et de la pénibilité de la vie rurale, et conscient de la nécessité de diversifier plus avant l'économie dans les zones rurales et de créer davantage de possibilités d'emploi non agricoles, en particulier pour les jeunes ruraux,

Alarmé par le nombre croissant de paysans et d'autres personnes travaillant dans les zones rurales qui sont expulsés ou déplacés de force chaque année,

Alarmé également par le taux élevé de suicide constaté chez les paysans dans plusieurs pays,

Soulignant que les paysannes et les autres travailleuses rurales jouent un grand rôle dans la survie économique de leur famille et dans l'économie rurale et nationale, notamment par leur travail dans les secteurs non monétaires de l'économie, mais se voient souvent refuser la jouissance et la propriété de la terre, un accès équitable à la terre, aux ressources productives, aux services financiers, à l'information, à l'emploi ou à la protection sociale, et sont souvent victimes de violence et de discrimination sous des formes et dans des manifestations diverses,

Soulignant également que plusieurs facteurs font que les paysans et les autres personnes travaillant dans les zones rurales, y compris les artisans pêcheurs et les travailleurs de la pêche, les pasteurs, les sylviculteurs et d'autres communautés locales, ont du mal à faire entendre leur voix, à défendre leurs droits de l'homme et leurs droits d'occupation foncière, et à garantir l'exploitation durable des ressources naturelles dont ils dépendent,

Conscient que l'accès à la terre, à l'eau, aux semences et aux autres ressources naturelles est un défi croissant pour les ruraux et soulignant qu'il importe de renforcer l'accès aux ressources productives et l'investissement dans un développement rural approprié,

Convaincu qu'un appui devrait être apporté aux efforts que déploient les paysans et les autres personnes travaillant dans les zones rurales pour promouvoir et introduire des pratiques durables de production agricole en appui et en harmonie avec la nature, qualifiée de Terre nourricière dans de nombreux pays et régions, notamment en respectant la capacité biologique et naturelle des écosystèmes à s'adapter et à se régénérer par des processus et des cycles naturels,

Considérant les conditions dangereuses et abusives dans lesquelles nombre de paysans et autres personnes travaillant dans les zones rurales doivent pratiquer leur activité, souvent en se voyant dénier la possibilité d'exercer leurs droits fondamentaux dans le travail et en étant privés d'un salaire décent et d'une protection sociale,

Constatant avec préoccupation que des particuliers, des groupes et des institutions œuvrant à promouvoir et à protéger les droits de l'homme des personnes s'occupant des questions liées à la terre et aux ressources naturelles sont fortement exposés au risque de subir différentes formes d'intimidation et d'atteintes à leur intégrité physique,

Notant que les paysans et les autres personnes travaillant dans les zones rurales se heurtent souvent à des difficultés pour accéder aux tribunaux, à la police, aux procureurs et aux avocats et sont ainsi dans l'incapacité de solliciter immédiatement une réparation ou une protection contre la violence, les abus et l'exploitation,

Préoccupé par la spéculation sur les produits alimentaires ainsi que par la concentration croissante et la répartition déséquilibrée des systèmes alimentaires, qui nuisent à l'exercice des droits de l'homme,

Conscient que, pour garantir la sécurité alimentaire, il est essentiel de respecter, protéger et promouvoir les droits reconnus dans la présente déclaration,

Réaffirmant la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones,

Réaffirmant également que le droit au développement est un droit inaliénable de l'homme en vertu duquel chaque être humain et chaque peuple est habilité à participer et à contribuer à un développement économique, social, culturel et politique propre à assurer la pleine réalisation de tous les droits de l'homme et de toutes les libertés fondamentales et à en bénéficier,

Rappelant le droit des peuples d'exercer, sous réserve des dispositions pertinentes des deux Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme, une pleine et entière souveraineté sur l'ensemble de leurs richesses et ressources naturelles,

Reconnaissant que la notion de souveraineté alimentaire a été utilisée dans un grand nombre d'États et de régions pour désigner le droit des peuples de définir leurs systèmes alimentaires et agricoles et le droit à une alimentation saine et culturellement appropriée produite avec des méthodes écologiques et durables respectueuses des droits de l'homme,

Rappelant le vaste corpus de conventions et de recommandations de l'Organisation internationale du Travail sur la protection du travail et le travail décent,

Rappelant également les travaux considérables de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et du Comité de la sécurité alimentaire mondiale relatifs au droit à l'alimentation, aux droits fonciers, à l'accès aux ressources naturelles et à d'autres droits des paysans, en particulier le Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture, et les Directives d'application volontaire de l'Organisation pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale, les Directives d'application volontaire visant à assurer la durabilité de la pêche artisanale dans le contexte de la sécurité alimentaire et de l'éradication de la pauvreté et les Directives d'application volontaire à l'appui de la concrétisation progressive du droit à une alimentation adéquate dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale,

Rappelant les conclusions de la Conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural, ainsi que la Charte des paysans adoptée à cette occasion, où est soulignée la nécessité d'élaborer des stratégies nationales appropriées pour la réforme agraire et le développement rural et de les intégrer dans les stratégies nationales globales pour le développement,

Convaincu qu'il est nécessaire de renforcer la protection des droits de l'homme des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales, ainsi que d'interpréter et d'appliquer de manière cohérente à cette fin les normes et règles internationales existantes relatives aux droits de l'homme,

Adopte solennellement la déclaration sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales, dont le texte figure ci-après :

Article 1. Définition des paysans et autres personnes travaillant dans les zones rurales

1. Aux fins de la présente déclaration, un « paysan » est toute personne qui a – ou cherche à avoir seul, ou en association avec d'autres ou au sein d'une communauté – comme occupation une production agricole à petite échelle de subsistance et/ou destinée au marché, qui s'appuie largement, mais pas nécessairement de manière exclusive, sur la main-d'œuvre de la famille ou du ménage et d'autres formes non monétaires d'organisation du travail, et qui a un lien spécial de dépendance et de rattachement à la terre.
2. La présente déclaration s'applique à toute personne ayant comme occupation l'agriculture artisanale ou à petite échelle, l'élevage, le pastoralisme, la pêche, la sylviculture, la chasse ou la cueillette, l'artisanat lié à l'agriculture ou une activité connexe dans une zone rurale. Elle s'applique aussi aux membres de la famille qui sont à la charge des paysans.
3. La présente déclaration s'applique également aux peuples autochtones travaillant la terre, aux communautés transhumantes, nomades et semi-nomades et aux paysans sans terres.
4. La présente déclaration s'applique en outre aux travailleurs salariés, y compris à tous les travailleurs migrants, sans considération de leur statut juridique, et aux travailleurs

saisonniers, qui sont employés dans les plantations, les exploitations agricoles, les forêts, les exploitations aquacoles et les entreprises agro-industrielles.

Article 2. Obligations générales des États

1. Les États respecteront, protégeront et réaliseront les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales. Ils prendront rapidement les mesures législatives, administratives et autres requises pour assurer progressivement la pleine réalisation des éléments des droits énoncés dans la présente déclaration qui ne peuvent être garantis immédiatement.

2. Une attention particulière sera portée, dans l'application de la présente déclaration, aux droits et aux besoins spéciaux des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales, notamment des personnes âgées, des femmes, des jeunes, des enfants et des personnes handicapées, compte tenu de la nécessité de s'attaquer aux formes multiples de discrimination.

3. Sans préjudice de la législation spécifique relative aux peuples autochtones, avant d'adopter et de mettre en œuvre des lois et politiques, des accords internationaux et d'autres processus décisionnels susceptibles d'influer sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales, les États engageront des consultations et une coopération de bonne foi avec eux, par le canal de leurs institutions représentatives, en dialoguant avec ceux qui sont susceptibles d'être affectés par les décisions avant que celles-ci soient prises et en s'assurant de leur soutien et en prenant en considération leurs contributions, et en tenant compte des déséquilibres de pouvoir existant entre les différentes parties et en garantissant la participation active, libre, effective, significative et éclairée des particuliers et des groupes aux processus décisionnels connexes.

4. Les États élaboreront, interpréteront et appliqueront les normes et les accords internationaux d'une manière compatible avec leurs obligations relatives aux droits de l'homme.

5. Les États prendront toutes les mesures nécessaires pour éviter que des acteurs non étatiques qu'ils sont à même de réglementer, comme les particuliers et les organismes privés, ainsi que les sociétés transnationales et les autres entreprises commerciales, rendent inopérant ou entravent l'exercice des droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales.

6. Sachant que la coopération internationale peut apporter un appui important aux efforts nationaux déployés pour atteindre les fins et objectifs de la présente déclaration, les États prendront des mesures adaptées et efficaces dans ce sens, tant au plan bilatéral que plurilatéral et, au besoin, en partenariat avec les organisations internationales et régionales compétentes et la société civile, en particulier les organisations de paysans et d'autres personnes travaillant dans les zones rurales. Ces mesures pourraient notamment être les suivantes :

a) Veiller à ce que les activités pertinentes de coopération internationale, y compris les programmes internationaux de développement, couvrent les paysans et les autres personnes travaillant dans les zones rurales et leur soient accessibles et utiles ;

b) Faciliter et soutenir le renforcement des capacités, notamment par l'échange et la mise en commun d'informations, de données d'expérience et de programmes de formation, ainsi que des meilleures pratiques ;

c) Faciliter la coopération en matière de recherche et d'accès aux connaissances scientifiques et techniques ;

d) Fournir, au besoin, une assistance technique et économique, en facilitant l'accès à des technologies accessibles et le partage de ces technologies, et en procédant au transfert de technologies, en particulier vers les pays en développement, dans des conditions convenues d'un commun accord ;

e) Améliorer la gestion des marchés au niveau mondial et faciliter l'accès en temps utile à l'information sur les marchés, y compris sur les réserves alimentaires, afin de limiter l'extrême volatilité des prix alimentaires et de rendre la spéculation moins attractive.

Article 3. Égalité et non-discrimination, et droit au développement

1. Les paysans et les autres personnes travaillant dans les zones rurales ont droit à la pleine jouissance de l'ensemble des droits de l'homme reconnus dans la Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme et tous les autres instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, sans subir dans l'exercice de leurs droits aucune forme de discrimination fondée sur des motifs comme l'origine, la nationalité, la race, la couleur, l'ascendance, le sexe, la langue, la culture, la situation matrimoniale, la fortune, le handicap, la nationalité, l'âge, les opinions politiques ou autres, la religion, la naissance ou la situation économique, sociale ou autre.
2. Les paysans et les autres personnes travaillant dans les zones rurales ont le droit de définir et d'établir des priorités et des stratégies pour l'exercice de leur droit au développement.
3. Les États prendront des mesures propres à éliminer les facteurs engendrant ou contribuant à perpétuer la discrimination, y compris les formes de discrimination multiples et croisées, envers les paysans et les autres personnes travaillant dans les zones rurales.

Article 4. Droits des paysannes et des autres travailleuses des zones rurales

1. Les États prendront toutes les mesures voulues pour éliminer toutes les formes de discrimination envers les paysannes et les autres travailleuses des zones rurales de manière qu'elles puissent, dans des conditions d'égalité avec les hommes, jouir pleinement et équitablement de l'ensemble des droits de l'homme et des libertés fondamentales et œuvrer et participer au développement économique, social, politique et culturel et en bénéficier en toute liberté.
2. Les États veilleront à ce que les paysannes et les autres travailleuses des zones rurales jouissent sans discrimination de l'ensemble des droits de l'homme et des libertés fondamentales énoncés dans la présente déclaration et dans d'autres instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, notamment des droits suivants :
 - a) Participer sur un pied d'égalité et effectivement à la planification et à la mise en œuvre du développement à tous les niveaux ;
 - b) Avoir un accès égal au meilleur état de santé physique et mentale possible, notamment à des structures de soins de santé, des informations, des conseils et des services de planification familiale adéquats ;
 - c) Bénéficier directement des programmes de sécurité sociale ;
 - d) Accéder à tous les types de formation et d'éducation, formelle ou informelle, y compris en matière d'alphabétisation fonctionnelle, ainsi qu'à tous les services communautaires et de vulgarisation, pour améliorer leurs compétences techniques ;
 - e) Organiser des groupes d'entraide, des associations et des coopératives en vue d'obtenir l'égalité d'accès aux possibilités économiques par le travail salarié ou indépendant ;
 - f) Participer à toutes les activités de la communauté ;
 - g) Avoir un accès égal au crédit et aux prêts agricoles, aux filières de commercialisation et à des technologies adaptées ;
 - h) Avoir un accès égal aux terres et aux ressources naturelles, et pouvoir, sur un pied d'égalité, les utiliser et les contrôler, y compris en hériter, sans considération de leur état civil et de leur situation matrimoniale et de certains systèmes fonciers particuliers, et bénéficier d'un traitement égal ou prioritaire dans le cadre des réformes foncières et agraires et des projets d'aménagement foncier ;
 - i) Avoir un emploi décent, jouir de l'égalité de rémunération et bénéficier d'une protection sociale, et avoir accès à des activités génératrices de revenus ;
 - j) Être à l'abri de toutes les formes de violence.

Article 5. Droit aux ressources naturelles

1. Les paysans et les autres personnes travaillant dans les zones rurales ont le droit d'avoir accès aux ressources naturelles présentes dans leur communauté dont ils ont besoin pour s'assurer un niveau de vie convenable et de les utiliser. Ils ont le droit de participer à la gestion de ces ressources et de bénéficier d'une manière juste et équitable des avantages de leur mise en valeur et de leur conservation au sein de leur communauté.

2. Les États prendront des mesures afin que toute exploitation des ressources naturelles détenues ou utilisées traditionnellement par les paysans et les autres personnes travaillant dans les zones rurales ne soit autorisée que si :

a) Des organismes indépendants et techniquement compétents ont dûment procédé à une évaluation de l'impact social et environnemental, avec la participation, individuelle et collective, des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales ;

b) Des consultations de bonne foi ont été menées, conformément au paragraphe 3 de l'article 2 de la présente déclaration ;

c) Les modalités d'un partage juste et équitable des bénéfices de cette exploitation ont été fixées d'un commun accord entre les exploitants des ressources naturelles et les paysans et les autres personnes travaillant dans les zones rurales.

Article 6. Droit à la vie, à la liberté et à la sécurité de la personne

1. Les paysans et les autres personnes travaillant dans les zones rurales ont droit à la vie, à l'intégrité physique et mentale, à la liberté et à la sécurité de la personne.

2. Les paysans et les autres personnes travaillant dans les zones rurales ne seront pas soumis à une arrestation ou à une détention arbitraire ni à la torture ou d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, et ne seront pas tenus en esclavage ou en servitude.

Article 7. Liberté de circulation

1. Les paysans et les autres personnes travaillant dans les zones rurales ont droit à la reconnaissance en tous lieux de leur personnalité juridique.

2. Les États prendront des mesures appropriées, notamment dans le cadre d'accords internationaux, pour faciliter la liberté de circulation, y compris transfrontières, des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales, en particulier des pasteurs, des pêcheurs, des nomades et semi-nomades et des travailleurs agricoles migrants et saisonniers.

3. Les États coopéreront pour remédier aux problèmes fonciers transfrontières rencontrés par les paysans et les autres personnes travaillant dans les zones rurales, qui chevauchent des frontières internationales.

Article 8. Liberté de pensée, d'opinion et d'expression

1. Les paysans et les autres personnes travaillant dans les zones rurales ont droit à la liberté de pensée, de conscience, de religion, d'opinion, d'expression et de réunion pacifique. Ils ont le droit d'exprimer leur opinion, y compris en soumettant des réclamations et des pétitions et en organisant des mobilisations, aux niveaux local, régional, national et international.

2. Les paysans et les autres personnes travaillant dans les zones rurales ont le droit, individuellement et collectivement, en association avec d'autres ou au sein d'une communauté, de participer à des activités pacifiques contre les violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

3. Les États prendront toutes les mesures requises pour faire en sorte que les autorités compétentes protègent toute personne, agissant individuellement ou en association avec d'autres, contre toute violence, toute menace, toutes représailles, toute discrimination de

jure ou de facto, toute pression et tout autre acte arbitraire à son encontre suite à l'exercice et à la défense légitimes des droits énoncés dans la présente déclaration.

Article 9. Liberté d'association

1. Les paysans et les autres personnes travaillant dans les zones rurales ont le droit, pour protéger leurs intérêts, de constituer des organisations, des syndicats, des coopératives et toutes autres organisations ou associations de leur choix et d'y adhérer. Ces organisations seront indépendantes et à caractère volontaire et à l'abri de toute ingérence, contrainte ou répression.

2. Les États prendront des mesures appropriées pour encourager la fondation d'organisations de paysans et d'autres personnes travaillant dans les zones rurales, y compris de syndicats, de coopératives ou d'autres organisations, en particulier afin de lever les obstacles – notamment toute discrimination d'ordre législatif ou administratif visant de telles organisations ou leurs membres – à leur fondation, à leur développement et au déroulement de leurs activités légitimes, et ils leur apporteront un soutien pour renforcer leur position lors de la négociation d'arrangements contractuels afin de garantir que les conditions et prix fixés soient justes et stables et ne violent pas leur droit à la dignité, à des conditions de vie décentes et à des moyens de subsistance durables.

Article 10. Droit à la participation

1. Les paysans et les autres personnes travaillant dans les zones rurales ont le droit de participer activement et librement, directement ou par le canal de leurs organisations représentatives, à la formulation, à la mise en œuvre et à l'évaluation des politiques, programmes et projets susceptibles d'influer sur leur vie, leurs terres et leurs moyens de subsistance.

2. Les États prendront des mesures adéquates pour permettre aux paysans et aux autres personnes travaillant dans les zones rurales de participer, directement ou par le canal de leurs organisations représentatives, aux processus décisionnels qui influent sur leur vie, leurs terres et leurs moyens de subsistance ; cela suppose notamment qu'ils respectent la constitution et le développement d'organisations vigoureuses et indépendantes de paysans et d'autres personnes travaillant dans les zones rurales et qu'ils favorisent leur participation à l'élaboration et à la mise en œuvre des normes en matière de sécurité alimentaire, de travail et d'environnement susceptibles de les concerner.

Article 11. Droit à l'information concernant la production, la commercialisation et la distribution

1. Les paysans et les autres personnes travaillant dans les zones rurales ont le droit de rechercher, de recevoir, de produire et de diffuser des informations, y compris des informations concernant les facteurs susceptibles d'influer sur la production, la transformation, la commercialisation et la distribution de leurs produits.

2. Les États prendront des mesures propres à assurer aux paysans et aux autres personnes travaillant dans les zones rurales l'accès à une information transparente, actuelle et adéquate dans une langue, sous une forme et sur des supports adaptés à leurs méthodes culturelles garantissant une participation effective à la prise des décisions susceptibles d'influer sur leur vie, leurs terres et leurs moyens de subsistance.

3. Les paysans et les autres personnes travaillant dans les zones rurales ont droit à un système équitable, impartial et approprié d'évaluation et de certification de la qualité de leurs produits, aux niveaux local, national et international, et ont le droit de participer à l'élaboration d'un tel système.

Article 12. Accès à la justice

1. Les paysans et les autres personnes travaillant dans les zones rurales ont le droit d'avoir accès à la justice d'une façon effective et non discriminatoire, y compris à des procédures de règlement des différends équitables et à des recours utiles pour toutes les atteintes à leurs droits fondamentaux. Dans la prise d'une telle décision, il sera dûment tenu

compte de leurs coutumes, traditions, règles et systèmes juridiques en conformité avec les obligations pertinentes découlant du droit international des droits de l'homme.

2. Les États accorderont un accès non discriminatoire, par l'entremise d'organes judiciaires et administratifs impartiaux et compétents, à des procédures de règlement des différends rapides, d'un coût abordable et efficaces se déroulant dans la langue des personnes concernées, et ils garantiront des recours utiles rapides, pouvant inclure le droit d'appel, la restitution, l'indemnisation, la compensation et la réparation.

3. Les paysans et les autres personnes travaillant dans les zones rurales ont droit à une assistance juridique. Les États envisageront des mesures supplémentaires, y compris une aide juridictionnelle, au bénéfice des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales qui, autrement, n'auraient pas accès aux services administratifs et judiciaires.

4. Les États envisageront des mesures en vue de l'établissement ou du renforcement d'institutions nationales des droits de l'homme pour la promotion et la protection de tous les droits de l'homme, en particulier des droits énoncés dans la présente déclaration.

5. Les États mettront à la disposition des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales des mécanismes efficaces de prévention et de réparation contre toute action ayant pour objet ou pour effet de porter atteinte à leurs droits de l'homme, de les déposséder de leurs terres et de leurs ressources naturelles ou de les priver de leurs moyens de subsistance et de leur intégrité, ainsi que contre toute forme de sédentarisation ou de déplacement de population de force.

Article 13. Droit au travail

1. Les paysans et les autres personnes travaillant dans les zones rurales sont titulaires du droit au travail, lequel englobe le droit pour chacun de choisir librement la façon dont gagner sa vie.

2. Les États instaureront un environnement favorable assurant des possibilités d'emploi et une rémunération garantissant un niveau de vie suffisant aux paysans et autres personnes travaillant dans les zones rurales et à leur famille.

3. Les États confrontés à des niveaux élevés de pauvreté rurale et où les possibilités d'emploi dans d'autres secteurs manquent prendront des mesures appropriées pour instaurer et promouvoir des systèmes alimentaires à intensité de main-d'œuvre suffisante pour contribuer à la création d'emplois décents.

4. Les États veilleront, en tenant compte des spécificités de l'agriculture paysanne et de la pêche artisanale, au respect de la législation du travail en dotant au besoin les antennes de l'inspection du travail dans les zones rurales des ressources nécessaires à leur bon fonctionnement.

5. Nulle personne ne sera astreinte à un travail forcé, servile ou obligatoire, ne sera exposée au risque de devenir victime de la traite des êtres humains ou maintenue sous une quelconque autre forme d'esclavage contemporain. Les États, en consultation et en coopération avec les paysans et les autres personnes travaillant dans les zones rurales et avec leurs organisations représentatives, prendront les mesures requises pour les protéger contre l'exploitation économique et toutes les formes d'esclavage contemporain, telles que la servitude pour dette des femmes, des hommes et des enfants et le travail forcé, notamment des pêcheurs et des travailleurs de la pêche, des travailleurs forestiers ou des travailleurs saisonniers ou migrants.

Article 14. Droit à la sécurité et à la santé au travail

1. Les paysans et les autres personnes travaillant dans les zones rurales, y compris les travailleurs temporaires, saisonniers ou migrants, ont le droit de travailler dans des conditions qui préservent leur sécurité et leur santé, de participer à l'application et à l'examen des mesures visant à assurer la sécurité et la santé, de choisir des représentants ayant compétence en matière de sécurité et de santé et des représentants aux comités de santé et de sécurité, de bénéficier de mesures de prévention, de réduction et de maîtrise des dangers et risques, d'avoir accès à des vêtements et à des équipements de protection adaptés

et adéquats ainsi qu'à des informations et à une formation adéquates en matière de sécurité professionnelle, de travailler à l'abri de la violence et du harcèlement, notamment sexuel, de signaler les conditions de travail dangereuses et nocives, et de se soustraire à un danger inhérent à leur activité professionnelle s'ils ont un motif raisonnable de croire qu'existe un risque imminent et grave pour leur sécurité ou leur santé, sans faire l'objet de représailles liées à l'emploi pour l'exercice de ces droits.

2. Les paysans et les autres personnes travaillant dans les zones rurales ont le droit de ne pas utiliser des substances dangereuses ou des produits chimiques toxiques, notamment des produits agrochimiques ou des polluants agricoles ou industriels, et de ne pas y être exposés.

3. Les États prendront des mesures adaptées et efficaces pour protéger les droits susmentionnés des paysans et des personnes travaillant dans les zones rurales et, en particulier, ils désigneront des autorités compétentes appropriées et établiront des mécanismes de coordination intersectorielle pour la mise en œuvre des politiques et l'application de la législation et de la réglementation nationales concernant la sécurité et la santé au travail dans les secteurs de l'agriculture, de l'agro-industrie et de la pêche, ils prévoient des mesures correctives et des sanctions appropriées et ils mettront en place et appuieront des systèmes adéquats et appropriés d'inspection des lieux de travail dans les zones rurales.

4. Les États prendront toutes les mesures nécessaires pour :

a) Prévenir les risques pour la santé et la sécurité découlant des technologies, des produits chimiques et des pratiques agricoles, y compris en interdisant et en restreignant leur utilisation ;

b) Se doter d'un système national adéquat, ou de tout autre système approuvé par l'autorité compétente, fixant des critères spécifiques pour l'importation, la classification, l'emballage, la distribution, l'étiquetage et l'utilisation des produits chimiques utilisés dans l'agriculture, ainsi que pour l'interdiction ou la restriction de leur utilisation ;

c) Veiller à ce que quiconque produit, importe, fournit, vend, cède, entrepose ou élimine des produits chimiques utilisés dans l'agriculture se conforme aux normes nationales ou autres normes reconnues relatives à la sécurité et à la santé et fournissent aux utilisateurs des informations adéquates et appropriées dans la langue officielle ou les langues pertinentes du pays et, sur demande, à l'autorité compétente ;

d) Établir un système approprié pour la collecte, le recyclage et l'élimination en toute sécurité des déchets chimiques, des produits chimiques périmés et des récipients de produits chimiques vides afin d'éviter leur utilisation à d'autres fins et d'éliminer ou de réduire au minimum les risques pour la santé et la sécurité et pour l'environnement ;

e) Élaborer et mener des programmes d'éducation et de sensibilisation du public aux effets sur la santé et sur l'environnement des produits chimiques d'utilisation courante dans les zones rurales et aux solutions de remplacement.

Article 15. Droit à une alimentation suffisante

1. Les paysans et les autres personnes travaillant dans les zones rurales sont titulaires du droit à une alimentation suffisante et du droit fondamental d'être à l'abri de la faim. En font partie, le droit de produire des aliments et le droit à une nutrition adéquate, garants de la possibilité de jouir du plus haut degré possible de développement physique, affectif et intellectuel.

2. Les États veilleront à ce que les paysans et les autres personnes travaillant dans les zones rurales jouissent du droit d'avoir à tout moment accès en termes physiques et économiques à une nourriture suffisante et adéquate produite et consommée de façon durable et équitable, respectant leur culture, préservant l'accès des générations futures à la nourriture et leur assurant une vie physique et psychique épanouissante et digne, individuellement et collectivement, en répondant à leurs besoins.

3. Les États prendront des mesures appropriées pour combattre la malnutrition chez les enfants des zones rurales, y compris dans le cadre des soins de santé primaires, notamment en recourant à des techniques aisément accessibles et en fournissant des aliments nutritifs adaptés ainsi qu'en garantissant aux femmes une nutrition adéquate durant leur grossesse et leur période d'allaitement. Les États feront aussi en sorte que tous les groupes de la société, en particulier les parents et les enfants, reçoivent des informations élémentaires sur la nutrition de l'enfant et sur les avantages de l'allaitement au sein et bénéficient d'une aide qui leur permette de mettre à profit ces connaissances.

4. Les paysans et les autres personnes travaillant dans les zones rurales ont le droit de définir leurs systèmes alimentaires et agricoles, droit reconnu par de nombreux États et régions comme le droit à la souveraineté alimentaire. Ceci inclut le droit de participer aux processus décisionnels concernant la politique alimentaire et agricole et le droit à une nourriture saine et suffisante produite par des méthodes écologiques et durables respectueuses de leur culture.

5. Les États élaboreront, en partenariat avec les paysans et les autres personnes travaillant dans les zones rurales, des politiques publiques aux niveaux local, national, régional et international visant à promouvoir et à préserver la souveraineté alimentaire et des systèmes alimentaires durables et équitables contribuant à la promotion et à la protection des droits énoncés dans la présente déclaration. Les États établiront des mécanismes destinés à assurer la cohérence de leurs politiques agricoles, économiques, sociales et culturelles et relatives au développement.

Article 16. Droit à des revenus et moyens de subsistance décents et aux moyens de production

1. Les paysans et les autres personnes travaillant dans les zones rurales ont droit, pour eux-mêmes et pour leur famille, à des revenus et moyens de subsistance décents, ainsi qu'à un accès facilité aux moyens de production nécessaires à leur obtention, y compris les outils de production, l'assistance technique, le crédit, les assurances et d'autres services financiers. Ils ont en outre le droit d'utiliser individuellement et collectivement, en association avec d'autres ou au sein d'une communauté, des méthodes traditionnelles d'agriculture, de pêche, d'élevage et de sylviculture et d'élaborer des systèmes de commercialisation basés sur la communauté.

2. Les paysans et les autres personnes travaillant dans les zones rurales ont droit aux moyens de transport et aux installations de transformation, de séchage et de stockage nécessaires à la vente de leurs produits sur les marchés locaux, nationaux et régionaux à des prix qui leur garantissent un revenu et des moyens de subsistance décents.

3. Les États prendront des mesures appropriées pour renforcer et soutenir les marchés locaux, nationaux et régionaux de manière à les faciliter, et pour permettre aux paysans et aux autres personnes travaillant dans les zones rurales d'accéder et de participer pleinement et d'une façon équitable à ces marchés afin d'y vendre leurs produits à des prix leur assurant, ainsi qu'à leur famille, un niveau de vie adéquat.

4. Les États ne négligeront aucune mesure pour s'assurer que leurs politiques et programmes concernant le développement rural, l'agriculture, l'environnement, le commerce et l'investissement concourent effectivement à la préservation et à l'élargissement de l'éventail des options en matière de moyens de subsistance locaux et à la transition vers des modes de production agricole écologiquement durables. Les États favoriseront chaque fois que possible la production agroécologique, biologique et durable et faciliteront les ventes directes des agriculteurs aux consommateurs.

5. Les États prendront les mesures requises pour accroître la résilience des paysans aux catastrophes naturelles et autres perturbations graves, telles que les dysfonctionnements du marché.

6. Les États prendront les mesures requises pour assurer un salaire équitable et une rémunération égale pour un travail égal, sans distinction d'aucune sorte.

Article 17. Droit à la terre et aux autres ressources naturelles

1. Les paysans et les autres personnes vivant dans les zones rurales ont droit, individuellement et collectivement, à la terre, y compris le droit d'accéder à la terre et aux plans d'eau, zones maritimes côtières, zones de pêche, pâturages et forêts qui s'y trouvent, de les utiliser et de les gérer, pour s'assurer un niveau de vie suffisant, avoir un endroit où vivre dignement dans la paix et en sécurité et développer leurs cultures.

2. Les États supprimeront et interdiront toutes les formes de discrimination liée aux droits fonciers, notamment les discriminations résultant d'un changement de situation matrimoniale, de l'incapacité juridique ou d'un accès insuffisant aux ressources économiques. En particulier, les États garantiront des droits fonciers égaux aux femmes et aux hommes, notamment la capacité d'hériter de ces droits et de les transmettre.

3. Les États veilleront à la reconnaissance juridique des droits fonciers, y compris coutumiers, actuellement dépourvus de protection légale. Toutes les formes d'occupation, y compris le fermage, doivent procurer à chacun un degré de sécurité lui garantissant une protection juridique contre l'expulsion forcée. Les États reconnaîtront et protégeront les ressources naturelles communes et les systèmes d'utilisation et de gestion collectives de ces ressources.

4. Les paysans et les autres personnes travaillant dans les zones rurales ont le droit d'être protégés contre tout déplacement arbitraire les éloignant de leur lieu de résidence habituelle et de leurs terres ou d'autres ressources naturelles qu'ils utilisent dans leurs activités et dont ils ont besoin pour jouir de conditions de vie adéquates. Les États intégreront dans leur législation des mesures de protection contre le déplacement qui soient conformes aux normes du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire. Les États interdiront l'expulsion forcée, la démolition d'habitations, la destruction de zones agricoles et la confiscation ou l'expropriation arbitraire de terres et d'autres ressources naturelles, y compris comme mesure punitive ou comme méthode ou moyen de guerre.

5. Les paysans et les autres personnes travaillant dans les zones rurales ont le droit, individuellement ou collectivement, en association avec d'autres ou au sein d'une communauté, de revenir sur les terres et d'accéder de nouveau aux ressources naturelles qu'ils utilisent dans leurs activités et qui leur sont nécessaires pour jouir de conditions de vie adéquates, dont ils ont été arbitrairement ou illégalement privés, ou de recevoir une indemnisation juste et équitable si leur retour n'est pas possible. Les États prendront des mesures pour permettre aux paysans et aux autres personnes travaillant dans les zones rurales qui ont été déplacés suite à une catastrophe naturelle ou à un conflit armé d'avoir accès à nouveau à leurs terres et autres ressources naturelles.

6. Les États procéderont à des réformes agraires redistributives lorsque les paysans et les autres personnes travaillant dans les zones rurales, en particulier les jeunes et les paysans sans terres, ne disposent pas d'un accès large et équitable à la terre et aux autres ressources naturelles dont ils ont besoin pour jouir de conditions de vie adéquates. Les réformes redistributives devront garantir aux hommes et aux femmes l'égalité d'accès aux terres, aux zones de pêche et aux forêts et limiter la concentration et le contrôle excessifs de la terre eu égard à sa fonction sociale. Dans l'affectation des terres, des zones de pêche et des forêts publiques, la priorité devrait être donnée aux paysans sans terres, aux jeunes, aux petits pêcheurs et aux autres travailleurs ruraux.

7. Les États prendront des mesures en vue d'assurer la préservation et l'utilisation durable des terres et des autres ressources naturelles utilisées à des fins productives et nécessaires à la jouissance de conditions de vie adéquates, y compris grâce à l'agroécologie, et ils instaureront les conditions que nécessite la régénération des ressources biologiques et des autres capacités et cycles naturels.

Article 18. Droit à un environnement sûr, propre et sain

1. Les paysans et les autres personnes travaillant dans les zones rurales ont droit à la préservation et à la protection de leur environnement et de la capacité productive de leurs terres ainsi que des ressources qu'ils utilisent, gèrent et contrôlent.

2. Les États prendront les mesures voulues pour faire en sorte que les paysans et les autres personnes travaillant dans les zones rurales jouissent, sans discrimination, du droit à un environnement sûr, propre et sain, y compris sa biodiversité et ses écosystèmes.
3. Les États se conformeront à leurs obligations internationales en matière de lutte contre le changement climatique. Les paysans et les autres personnes travaillant dans les zones rurales ont le droit de contribuer à la conception et à la mise en œuvre des politiques nationales et locales d'adaptation au changement climatique et d'atténuation des effets du changement climatique, notamment par le recours aux pratiques et savoirs traditionnels.
4. Les États prendront des mesures efficaces afin qu'aucune matière, substance ou déchet dangereux ne soit stocké ou mis en décharge sur les terres de paysans et d'autres personnes travaillant dans les zones rurales, et ils coopéreront pour faire face aux menaces que les dommages transfrontières à l'environnement font peser sur l'exercice de leurs droits.
5. Les États protégeront les paysans et les autres personnes travaillant dans les zones rurales contre les atteintes de la part d'acteurs non étatiques, notamment en faisant respecter les lois sur la protection de l'environnement qui concourent, directement ou indirectement, à protéger les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales.

Article 19. Droit aux semences

1. Les paysans et les autres personnes travaillant dans les zones rurales sont titulaires du droit aux semences, qui englobe :
 - a) Le droit à la protection des savoirs traditionnels relatifs aux ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture ;
 - b) Le droit de participer équitablement au partage des avantages découlant de l'utilisation des ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture ;
 - c) Le droit de participer à la prise de décisions sur les questions touchant la préservation et l'utilisation durable des ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture ;
 - d) Le droit de conserver, d'utiliser, d'échanger et de vendre des semences de ferme ou du matériel de multiplication.
2. Les paysans et les autres personnes travaillant dans les zones rurales ont le droit de perpétuer, de contrôler, de protéger et de développer leurs semences et leurs savoirs traditionnels.
3. Les États prendront des mesures pour respecter, protéger et mettre en œuvre le droit aux semences des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales.
4. Les États veilleront à ce que les paysans qui en ont besoin disposent, au bon moment pour la plantation et à un prix abordable, de plants de qualité en quantité suffisante.
5. Les États reconnaîtront aux paysans le droit d'utiliser leurs propres semences ou d'autres semences locales de leur choix, et de décider des cultures et espèces qu'ils souhaitent cultiver.
6. Les États appuieront les systèmes de semences paysannes et favoriseront l'utilisation des semences paysannes et l'agrobiodiversité.
7. Les États veilleront à ce que la recherche-développement agricole tienne dûment compte des besoins des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales ; ils s'assureront de leur participation active à la définition des priorités et de la prise en considération de leur expérience dans la conduite de la recherche-développement, et ils accroîtront les investissements dans la recherche-développement sur les cultures et les semences orphelines correspondant aux besoins des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales.

8. Les États veilleront à ce que les politiques concernant les semences, les lois relatives à la protection des obtentions végétales et les autres lois concernant la propriété intellectuelle, les systèmes de certification et les lois sur la commercialisation des semences respectent les droits des paysans et tiennent compte de leurs besoins et de leurs réalités.

Article 20. Droit à la diversité biologique

1. Les paysans et les autres personnes travaillant dans les zones rurales ont le droit, individuellement ou collectivement, en association avec d'autres ou au sein d'une communauté, de préserver, de maintenir et d'utiliser et de développer durablement la diversité biologique et les savoirs connexes, touchant notamment à l'agriculture, à la sylviculture, à la pêche et à l'élevage. Ils ont aussi le droit de perpétuer leurs systèmes agraires, pastoraux et agroécologiques traditionnels, dont dépendent leur subsistance et le renouvellement de la biodiversité, et le droit de préserver les écosystèmes dans lesquels s'inscrivent ces processus.

2. Les paysans et les autres personnes travaillant dans les zones rurales ont le droit de protéger leurs savoirs, innovations et pratiques traditionnels présentant un intérêt pour la préservation et l'utilisation durable de la diversité biologique.

3. Les États prendront les mesures requises, conformément aux accords internationaux pertinents, pour prévenir l'épuisement et assurer la préservation et l'utilisation durable de la diversité biologique, en garantissant la jouissance effective de tous les droits de l'homme.

4. Les États réglementeront et préviendront les risques de violation des droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales inhérents au développement, à la manipulation, au transport, à l'utilisation, au transfert ou à l'introduction de tout organisme vivant modifié.

Article 21. Droit à l'eau et à l'assainissement

1. Les paysans et les autres personnes travaillant dans les zones rurales sont titulaires du droit à l'eau potable et à l'assainissement – droit de l'homme essentiel à la pleine jouissance de la vie et à l'exercice de tous les autres droits de l'homme et à la dignité de l'être humain. Ils ont aussi droit à des systèmes d'approvisionnement en eau et à des installations d'assainissement de qualité, d'un coût abordable et physiquement accessibles, non discriminatoires et acceptables sur le plan culturel par les hommes comme par les femmes.

2. Les paysans et les autres personnes travaillant dans les zones rurales ont le droit d'accéder à l'eau pour s'adonner à l'agriculture, à la pêche et à l'élevage et pour se procurer d'autres moyens de subsistance liés à l'eau, assurant la conservation, la restauration et l'utilisation durable de l'eau. Ils ont le droit d'avoir un accès équitable à l'eau et aux systèmes de gestion de l'eau et d'être à l'abri d'une coupure arbitraire ou d'une contamination de leur approvisionnement en eau.

3. Les États respecteront, protégeront et garantiront l'accès à l'eau, y compris dans les systèmes coutumiers et communautaires de gestion de l'eau, sur une base non discriminatoire, et ils prendront des mesures pour garantir l'accès à un coût abordable à l'eau à des fins personnelles, domestiques et productives, et à des installations d'assainissement améliorées, notamment pour les femmes et les filles rurales et pour les personnes appartenant à des groupes défavorisés ou marginalisés, comme les éleveurs nomades, les travailleurs des plantations, tous les migrants sans considération de statut juridique, et les personnes vivant dans des zones d'habitation informelles ou illégales. Les États favoriseront des technologies appropriées et abordables, y compris pour l'irrigation, pour la réutilisation des eaux usées traitées et pour la collecte et le stockage de l'eau.

4. Les États protégeront et restaureront les écosystèmes liés à l'eau, notamment les montagnes, les forêts, les zones humides, les rivières, les aquifères et les lacs, contre la surutilisation et la contamination par des substances dangereuses, en particulier les effluents industriels et les minéraux et produits chimiques concentrés entraînant un empoisonnement lent ou rapide.

5. Les États empêcheront des tiers de porter atteinte à l'exercice de leur droit à l'eau par les paysans et les autres personnes travaillant dans les zones rurales. Les États donneront la priorité, pour l'utilisation de l'eau, aux besoins humains, à la production alimentaire à petite échelle, aux besoins écosystémiques et aux usages culturels.

Article 22. Droit à la sécurité sociale

1. Les paysans et les autres personnes travaillant dans les zones rurales ont droit à la sécurité sociale, y compris l'assurance sociale. Ils ont aussi le droit de jouir pleinement de tous les droits liés à la sécurité sociale que consacre le droit applicable, tant international que national, relatif au travail.

2. Tous les migrants qui travaillent dans les zones rurales bénéficieront, sans considération de leur statut juridique, de l'égalité de traitement en matière de sécurité sociale.

3. Les États reconnaîtront le droit des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales à la sécurité sociale, y compris l'assurance sociale et, en fonction de leur situation nationale, devraient établir ou maintenir un socle de protection sociale consistant en certaines garanties élémentaires de sécurité sociale. Au titre de telles garanties, toute personne dans le besoin devrait au minimum bénéficier au long de son cycle de vie de l'accès aux soins de santé essentiels et d'un revenu élémentaire sûr, ces deux éléments conjugués étant garants d'un accès effectif aux biens et services définis comme nécessaires au niveau national.

4. Les garanties élémentaires de sécurité sociale devraient être instaurées par la loi. Il faudrait aussi définir des procédures de réclamation et de recours impartiales, transparentes, efficaces, accessibles et d'un coût abordable. Des systèmes permettant d'améliorer le respect des cadres juridiques nationaux devraient être mis en place.

Article 23. Droit de jouir du meilleur état de santé physique et mentale possible

1. Les paysans et les autres personnes travaillant dans les zones rurales ont le droit de jouir du meilleur état de santé physique et mentale possible. Ils ont aussi le droit d'accéder, sans aucune discrimination, à tous les services sociaux et de santé.

2. Les paysans et les autres personnes travaillant dans les zones rurales ont le droit d'utiliser et de protéger leur pharmacopée traditionnelle, ainsi que de conserver leurs pratiques médicales, notamment de préserver leurs plantes, animaux et minéraux à usage médical et d'y avoir accès.

3. Les États garantiront l'accès aux structures, biens et services de santé dans les zones rurales, sans discrimination, en particulier pour les groupes en situation de vulnérabilité, ainsi que l'accès aux médicaments essentiels, à la vaccination contre les principales maladies infectieuses, à la santé procréative, à l'information sur les principaux problèmes de santé rencontrés au sein de la communauté, y compris sur les méthodes visant à les prévenir et à les maîtriser, et aux soins de santé maternelle et infantile, de même que la fourniture aux personnels de santé d'une formation adéquate, notamment sur la santé et les droits de l'homme.

Article 24. Droit à un logement convenable

1. Les paysans et les autres personnes travaillant dans les zones rurales ont droit à un logement convenable. Ils ont le droit de conserver un logement sûr dans une communauté où ils puissent vivre en paix et dans la dignité, et le droit à la non-discrimination dans ce contexte.

2. Les paysans et les autres personnes travaillant dans les zones rurales ont le droit d'être protégés contre l'expulsion par la force de leur domicile et contre le harcèlement et d'autres menaces.

3. Les États n'expulseront pas de paysans ou d'autres personnes travaillant dans les zones rurales de leur foyer ou de leurs terres contre leur gré, que ce soit à titre permanent ou temporaire, sans qu'aucune protection juridique ou autre protection appropriée ne leur ait

été assurée. Si l'expulsion est inévitable, l'État pourvoira ou veillera à l'indemnisation juste et équitable de toute perte matérielle ou autre.

4. Les États garantiront aux paysans et aux autres personnes travaillant dans les zones rurales visés par une décision d'expulsion le droit à la réinstallation, conformément aux normes internationales relatives aux droits de l'homme existantes. Ce droit recouvre le droit à un logement de remplacement qui réponde aux critères d'accessibilité matérielle et financière, d'habitabilité, de sécurité d'occupation, de respect du milieu culturel, de situation adéquate et d'accès aux services essentiels, tels que la santé, l'éducation et l'eau.

Article 25. Droit à l'éducation et à la formation

1. Les paysans et les autres personnes travaillant dans les zones rurales ont droit à une formation adéquate tenant compte de leur environnement agroécologique, socioculturel et économique particulier. Les questions abordées dans le cadre des programmes de formation devraient porter, sans s'y limiter, sur les sujets suivants : amélioration de la productivité, commercialisation et aptitude à faire face aux ravageurs, aux organismes pathogènes, aux chocs systémiques, aux effets des produits chimiques, au changement climatique et aux phénomènes météorologiques.

2. Tous les enfants des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales ont le droit de recevoir une éducation compatible avec leur culture et avec tous les droits énoncés dans les instruments relatifs aux droits de l'homme, et d'être protégés contre le travail.

3. Les États encourageront l'établissement de partenariats équitables et participatifs entre les exploitants agricoles et les scientifiques, de type écoles pratiques d'agriculture, sélection participative des plantes et cliniques de santé végétale et animale, afin d'apporter une meilleure réponse aux problèmes immédiats et émergents auxquels sont confrontés les paysans et les autres personnes travaillant dans les zones rurales.

4. Les États consacreront des investissements à la fourniture d'une formation, de services d'information commerciale et de conseils à l'échelon de l'exploitation.

Article 26. Droits culturels et savoirs traditionnels

1. Les paysans et les autres personnes travaillant dans les zones rurales ont le droit de jouir de leur propre culture et d'œuvrer librement à leur développement culturel, sans ingérence ni discrimination quelconque. Ils ont également le droit de perpétuer, de faire connaître, de contrôler, de protéger et de développer leurs savoirs traditionnels et locaux, tels que modes de vie, méthodes de production ou techniques, ainsi que leurs coutumes et traditions. Nul ne peut invoquer les droits culturels pour porter atteinte aux droits de l'homme que garantit le droit international, ni pour en limiter la portée.

2. Les paysans et les autres personnes travaillant dans les zones rurales, individuellement ou collectivement, en association avec d'autres ou au sein d'une communauté, ont le droit de se prévaloir de leurs coutumes, de leur langue, de leur culture, de leur religion, de leur littérature et de leurs arts locaux, conformément aux normes internationales relatives aux droits de l'homme.

3. Les États respecteront les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales concernant leurs savoirs traditionnels, et prendront des mesures pour en reconnaître et en protéger l'exercice, et ils feront cesser la discrimination envers les savoirs traditionnels, les pratiques et les techniques des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales.

4. Les États prendront des mesures, le cas échéant, pour s'assurer de l'obtention du consentement préalable éclairé ou de l'approbation et de l'implication des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales pour l'accès aux ressources génétiques, lorsqu'ils sont formellement en droit d'accorder l'accès à de telles ressources.

Article 27. Responsabilité de l'ONU et d'autres organisations internationales

1. Les institutions spécialisées, fonds et programmes des Nations Unies, et d'autres organisations intergouvernementales, dont les institutions financières internationales et régionales, contribueront à la pleine mise en œuvre des dispositions de la présente déclaration, notamment par le canal de l'aide au développement et de la coopération, entre autres. Il faudra envisager des moyens permettant d'assurer la participation des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales à l'examen des questions les concernant.

2. L'ONU et les institutions spécialisées, fonds et programmes des Nations Unies, et d'autres organisations intergouvernementales, dont les institutions financières internationales et régionales, encourageront le respect des dispositions de la présente déclaration et leur pleine application, et en surveilleront l'efficacité.

Article 28. Dispositions générales

1. Aucune disposition de la présente déclaration ne peut être interprétée comme entraînant la diminution ou l'extinction de droits que les paysans et les autres personnes travaillant dans les zones rurales ont déjà ou sont susceptibles d'acquérir à l'avenir.

2. Dans l'exercice des droits énoncés dans la présente déclaration, les droits de l'homme et les libertés fondamentales de tous seront respectés. L'exercice des droits énoncés dans la présente déclaration sera soumis uniquement aux restrictions prévues par la loi et conformes aux obligations internationales relatives aux droits de l'homme. Toute restriction de cette nature sera non discriminatoire et strictement nécessaire afin d'assurer la reconnaissance et le respect des droits et libertés d'autrui et de satisfaire aux justes exigences qui s'imposent dans une société démocratique.
